

SOUTENIR UNE REPRISE RÉSILIENTE

Stratégie de
la Banque mondiale
pour la Région de
l'Afrique de l'Ouest
et Centrale (AFW)



Africa ACT,
Adapt
Connect
Transform



L'HUMAIN D'ABORD



AVANT-PROPOS

par **Ousmane Diagana, Vice-président**

Le temps est venu d'agir : en plaçant l'humain au premier plan de notre engagement dans la région de l'Afrique de l'Ouest et centrale.

Je suis très heureux de présenter le cadre stratégique qui guidera le travail opérationnel de la Banque mondiale dans la région de l'Afrique de l'Ouest et centrale (AFW) au cours des quatre prochaines années (2021-2025). Cette région a été durement impactée par la pandémie de la COVID-19 et les changements climatiques en cours, deux crises globales aux effets délétères sur la sécurité ainsi que des défis démographiques et institutionnels préexistants dans de nombreux pays. Face à ces défis, nous devons agir. Agir avec ambition, en priorité, en urgence et avec impact. Agir par des investissements transformationnels, avec des conseils d'experts et des outils de connaissances qualitatifs pour améliorer les conditions de vie. Et agir pour les peuples d'Afrique de l'Ouest et centrale. Et notre devise est: **«L'humain avant tout: nous nous engageons à placer l'humain au premier plan de notre engagement avec les pays.»**

Donner la priorité à l'humain est particulièrement crucial en ce moment. Avant la pandémie de la COVID-19, nous avons constaté des progrès encourageants dans de nombreux pays de la région. Cependant, les impacts économiques et sociaux de la COVID-19 ont été dévastateurs et de grande portée. En 2020, la pandémie a précipité 15 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté. De plus, les gains passés sont menacés, et les lacunes en matière d'éducation, de santé et d'emplois persistent et se creusent.

L'Afrique de l'Ouest et centrale est une région où le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à progresser dans sa double mission de mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. La région est le berceau d'environ un quart des personnes extrêmement pauvres du monde. Plus de 70 pour cent de la population de la région vit à l'heure actuelle dans

des pays fragiles, en conflit et touchés par la violence (FCV); vingt pays sont éligibles au soutien de l'Association internationale de développement (IDA), la plus grande source de financement concessionnel pour les pays les plus pauvres du monde. La lutte pour réduire la pauvreté et atteindre les objectifs de développement durable (ODD) dépendra des progrès qui y seront accomplis.

En effet, alors que la région est confrontée à un ensemble complexe de défis, nous voulons prendre en compte son unique et immense potentiel en termes de patrimoine culturel, de ressources naturelles et de capital humain. Nous croyons en la capacité du continent à se transformer, à progresser et à offrir une vie meilleure à sa population. Notre stratégie est donc basée sur des opportunités et des objectifs ambitieux, alors que nous proposons des cibles audacieuses et concrètes pour offrir un avenir meilleur aux populations de la région. La stratégie est centrée autour de quatre objectifs transformationnels spécifiques:

- **Rétablir la confiance entre les citoyens et l'Etat pour créer un nouveau contrat social**, une mission clé notamment dans les pays fragiles, en conflit et touchés par la violence.
- **Éliminer les goulots d'étranglement qui empêchent les entreprises de créer plus d'emplois et de meilleure qualité**, une étape majeure pour mettre fin à la pauvreté et enclencher une croissance plus durable.
- **Renforcer le capital humain et autonomiser les femmes** pour que tous les garçons et filles atteignent leur plein potentiel.
- **Renforcer la résilience climatique**, ce qui aidera les pays à s'adapter et à atténuer les chocs climatiques en renforçant la résilience des villes et des zones rurales. Promouvoir un programme de croissance verte sera également essentiel pour relever les défis climatiques dans la région.

Alors que nous nous efforçons d'atteindre ces objectifs, le partenariat et la collaboration seront au cœur de notre approche. Et dans tout ce que nous faisons, nous sommes guidés et engagés à vivre nos valeurs de *«travail d'équipe, respect, intégrité, innovation et impact.»*



LA RÉGION FAIT FACE À 4 DÉFIS PRINCIPAUX



DÉFIANCE À L'ÉGARD DES GOUVERNEMENTS ET FRAGILITÉ GÉNÉRALISÉE

PLUS DE **70%** DES POPULATIONS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE VIVENT DANS DES PAYS **FRAGILES** ET **AFFECTÉS PAR LES CONFLITS**



CROISSANCE RAPIDE DE LA POPULATION

AU COURS DES **30 ANS A VENIR**, LA POPULATION AFRICAINE EN AGE DE TRAVAILLER AUGMENTERA DE **800 MILLIONS**



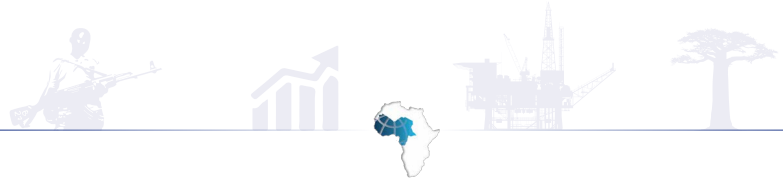
DÉPENDANCE AUX RESSOURCES

LES PAYS « EXPLOITENT » LEUR **CAPITAL NON-RENOUVELABLE**



VULNÉRABILITÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

LES TEMPÉRATURES AU SAHEL **AUGMENTENT 1.5 FOIS PLUS RAPIDEMENT** QUE LA MOYENNE MONDIALE



4 GRANDS OBJECTIFS POUR TRANSFORMER L'ÉCONOMIE ET LA CROISSANCE INCLUSIVE



UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

AMÉLIORER LA **PRESTATION DE SERVICES**

REFORCER LES **INSTITUTIONS** ET CAPACITÉS DU **GOUVERNEMENT**

PROMOUVOIR LES **OPPORTUNITÉS NUMÉRIQUES**. SOUTENIR L'ENGAGEMENT DES CITOYENS



PLUS D'EMPLOIS ET DE MEILLEURE QUALITÉ

ADRESSER LA VULNÉRABILITÉ **MACROÉCONOMIQUE** ET LA SOUTENABILITÉ DE LA **DETTE**

SOUTENIR LES **INFRASTRUCTURES** ESSENTIELLES

PROMOUVOIR LA CRÉATION **D'EMPLOIS** ET L'INVESTISSEMENT DANS LE **SECTEUR PRIVÉ**



UN CAPITAL HUMAIN RENFORCÉ

PRIORISER LES INVESTISSEMENTS DANS LA **SANTÉ** ET L'**ÉDUCATION**

AUTONOMISER LES **FEMMES**

ÉLARGIR LA **PROTECTION SOCIALE**

CONNECTER LES TRAVAILLEURS AUX **EMPLOIS**



PLUS DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE

CONSTRUIRE DES CHAÎNES DE VALEURS **AGRICOLAS**

SOUTENIR LA SECURITE **ALIMENTAIRE** ET **HYDRIQUE**

DÉVELOPPER LES **ÉNERGIES VERTES**

PROMOUVOIR LES **VILLES VERTES**

ATTÉNUER LES CHOCES **CLIMATIQUES**

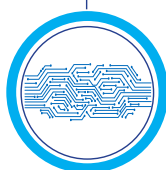


6 RÉSULTATS QUANTIFIABLES POUR RESTER DANS LA COURSE



AUGMENTER
**L'ACCÈS À
L'ÉLECTRICITÉ**
DE **50%**
À **64%**
D'ICI **2026**

AUJOURD'HUI, PLUS DES
2/3 DES **ÉCOLES** ET
DES **CENTRES DE
SANTÉ** N'ONT PAS UNE
ÉLECTRICITÉ FIABLE



AUGMENTER LA
**CONNECTIVITÉ
HAUT DÉBIT**
DE **30%**
À **43%**
D'ICI **2024**

AUJOURD'HUI,
SEULEMENT **26%**
DE LA POPULATION
EN AFRIQUE À UN
ACCÈS INTERNET



RÉDUIRE LA
**PAUVRETÉ DES
APPRENTISSAGES**
DE **80%**
À **76%**
D'ICI **2024**

AUJOURD'HUI, **86%**
DES **ENFANTS** EN
FIN DE **PRIMAIRE**
NE LISENT PAS
COURAMMENT



AUGMENTER LES
INSCRIPTIONS DES
**FILLES DANS LE
SECONDAIRE**
DE **42%** À **47%**
D'ICI **2024**

AUJOURD'HUI,
SEULEMENT
2 FILLES SUR **5**
SONT INSCRITES
DANS LE
SECONDAIRE



AUGMENTER LES
**CO-BÉNÉFICES
CLIMATIQUES** DANS LE
FINANCEMENT DE L'AFW À
UNE MOYENNE DE **35%**
SUR LES EXERCICES **21-25**

EN L'ABSENCE DE
RÉSILIENCE CLIMATIQUE,
43M DE PERSONNES
DE PLUS EN AFRIQUE
POURRAIENT BASCULER
DANS LA PAUVRETÉ
D'ICI **2030**



AUGMENTER LA
TRANSPARENCE
ET LA **REDEVABILITÉ**
DANS LES AFFAIRES
PUBLIQUES

LE SCORE DES PAYS
EN MATIÈRE DE
TRANSPARENCE
ET DE **REDEVABILITÉ**
SONT PARMI
LES PLUS BAS DU
CPIA 2020



INTRODUCTION

Des progrès menacés par la COVID-19

Les pays d'Afrique occidentale et centrale (AFW) ont progressé en termes de réduction de la pauvreté. Le taux de pauvreté est passé de 59% en 2000 à 47% en 2010 et à 35% en 2018. Cependant, compte tenu du taux de croissance démographique élevé de la région, le nombre de pauvres n'a que légèrement diminué, avec 3 millions de pauvres en moins en 2018 qu'en 2000.¹

Des progrès accélérés sont indispensables pour améliorer la vie des populations de la région et pour atteindre les deux objectifs du Groupe de la Banque mondiale visant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à accroître la prospérité partagée. La région dispose de nombreux atouts, y compris une base de ressources solide, une population jeune, une flexibilité dans la circulation de la main d'œuvre et des biens, et une meilleure gestion macroéconomique au cours des dernières décennies. Ces atouts ont permis l'amélioration de nombreux indicateurs au

cours de la dernière décennie, allant de la mortalité infantile à la scolarisation dans le secondaire. Ils pourraient accélérer les progrès à venir s'ils étaient déployés pour obtenir des résultats en matière de développement par des gouvernements responsables.

Les progrès récents sont menacés par la pandémie de la COVID-19 qui, en plus de son bilan humain direct, a causé la première récession de ce quart de siècle à l'échelle régionale. Il en résulte des pertes d'emplois, une inversion des gains en matière d'éducation et une hausse des niveaux d'endettement qui menacent les dépenses sociales ainsi qu'une réponse budgétaire expansionniste. La Covid-19 a eu un impact dramatique à la fois, sur le nombre de pauvres en 2020 et sur la courbe prévisionnelle des taux de pauvreté à venir.² Le taux de pauvreté en Afrique de l'Ouest et centrale a progressé de près de 3 % en 2020 après une décennie de déclin constant. Les projections de pauvreté pour 2030 sont



4 % plus élevées que celles antérieures à la COVID-19 et impliqueraient 23 millions supplémentaires de pauvres en 2030 par rapport aux prévisions pré-COVID-19.

Des décennies de progrès économique sont en péril si la crise n'est pas maîtrisée. Avec les pertes en vies humaines et le déclin de l'activité économique, la pauvreté, les inégalités et les niveaux de chômage augmenteront considérablement. Bien avant la crise, l'Afrique abritait plus de la moitié des plus pauvres

du monde. Ce nombre va augmenter et les personnes déjà en situation de pauvreté vont s'enfoncer plus loin dans la misère. La crise risque de toucher plus durement les pauvres, les femmes et les plus vulnérables, car ils dépendent de l'économie informelle et sont moins à même d'avoir accès aux services.

Il y avait déjà avant la crise, de grandes inégalités dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (AFW), avec un coefficient médian de Gini de [0,43], qui augmentera suite à la pandémie.

Stratégie de la Banque mondiale pour la Région de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (AFW)

Les impacts sur le genre seront considérables puisque les femmes tirent particulièrement leurs moyens de subsistance de l'économie informelle. Les restrictions à la mobilité combinées au stress économique et à l'isolement pourraient accroître les violences basées sur le genre. Le choc de la COVID-19 pourrait aggraver la crise de la sécurité alimentaire qui s'annonce déjà. La production agricole devrait se contracter entre 2,6 et 7 %. Les perspectives d'atteinte des ODD, déjà difficiles dans de nombreux domaines, seront encore plus difficiles. Les pays exportateurs de produits de base constatent d'importantes baisses des prix à l'exportation et des perturbations de l'offre, ce qui nuit à la balance des paiements, aux budgets ainsi qu'aux revenus nationaux. Les risques de réelles crises monétaires/BDP ont augmenté, ce qui aggraverait le ralentissement économique et ralentirait la reprise. Dans le même temps, l'effondrement du tourisme, des envois de fonds, de l'investissement étranger direct et des recettes d'exportations affecte négativement les ménages et les entreprises. Le renforcement des anciennes approches sera insuffisant pour faire face à l'impact de la pandémie. L'AFW a adopté un programme simple en trois volets pour répondre à la pandémie et à la crise économique mondiale :

- **Protéger les vies.** Dans l'immédiat, la principale préoccupation est de sauver des vies. Il s'agit donc de mettre en place les mesures nécessaires à la prévention, la détection et au traitement de la maladie, un énorme défi de santé publique compte tenu de la faiblesse des systèmes de santé dans de nombreux pays de la région.
- **Protéger les moyens de subsistance.** Le second volet est d'assurer les moyens de subsistance pendant la période où certaines parties de l'économie ou encore certaines frontières doivent être fermées pour empêcher la propagation de la maladie. Cela signifie protéger les ménages, protéger les emplois et protéger les principales fonctions gouvernementales.
- **Protéger l'avenir.** Bien qu'une grande partie de l'effort devrait nécessairement être orientée vers le traitement immédiat de la crise, des investissements doivent également porter sur la reprise et la croissance, afin de jeter les bases du futur. La stratégie de l'AFW énoncée ci-dessous intègre la réponse immédiate, mais par-dessus tout, met l'accent sur la façon de « reconstruire mieux ».

Depuis 50 ans la région s'éloigne de plus en plus du reste du monde

Bien avant la pandémie, malgré les progrès dans la poursuite des deux objectifs du Groupe de la Banque mondiale, les progrès réalisés dans la région n'ont manifestement pas répondu aux aspirations de sa population. L'écart entre les revenus par habitant des pays de l'AFW et ceux à la fois des autres pays en développement et des pays à revenu élevé n'a cessé de croître. Il y a 50 ans, le revenu par habitant en Afrique de l'Ouest et centrale (AFW) se chiffrait à 8 % du revenu par habitant à revenu élevé ; aujourd'hui, il ne représente que 4%. Alors qu'au cours de la même période, d'autres pays en développement se rapprochaient des pays à revenu élevé, le revenu par habitant en AFW a diminué par rapport à celui des pays de toutes les régions hors Afrique subsaharienne.

Une faible croissance de la productivité explique cet écart. Les différences de production par travailleur entre les régions,

relativement faibles dans les années 1960, se sont depuis considérablement accrues.³ La différence de production par travailleur ne s'explique pas par les disparités dans les dotations en facteurs de production, mais plutôt par un écart croissant de productivité totale par rapport au reste du monde. La faible croissance de la productivité est, à son tour, liée à l'absence de transformation structurelle des économies. Par rapport à d'autres régions, il y a eu peu de transformations économiques. L'évolution des activités à faible productivité dans l'agriculture traditionnelle et dans le secteur informel vers une industrie, des services et une agriculture à productivité accrue, a été extrêmement lente. Il y a eu peu d'amélioration de la productivité dans les secteurs ; et peu d'amélioration de la productivité du fait de l'urbanisation. La population en âge de travailler de la région travaille, mais généralement dans des activités à très faible productivité.⁴

Quatre tendances majeures affectent l'avenir de la région

À l'avenir, les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale (AFW) devront faire face à quatre tendances majeures qui continuent de façonner

la région et les perspectives d'amélioration de la vie de leurs populations.

73% DE LA POPULATION DE LA RÉGION VIT DANS DES PAYS FRAGILES OU EN CONFLIT

Premièrement, le contrat social est en train de s'effriter et les conflits violents sont en augmentation. Les citoyens ont perdu confiance dans des États qui ne les protègent pas, ne leur rendent pas justice ou ne leur fournissent pas de services. Les conflits violents se multiplient également, à mesure que ces États ne parviennent pas à résoudre les conflits communautaires qui, à leur tour, sapent davantage la confiance dans les gouvernements. Onze des 22 pays de la région sont aujourd'hui touchés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV), et 73 % de la population de la région vit aujourd'hui dans des pays fragiles et en conflit.

Deuxièmement, la démographie de la prochaine décennie est déjà déterminée. Une croissance démographique rapide induira une croissance sans précédent de la population en âge de travailler. Au cours des 30 prochaines années, la population en âge de travailler en Afrique subsaharienne augmentera de 800 millions d'individus, soit une augmentation beaucoup plus importante qu'en Chine ou en Inde au cours des 30 années lorsque leurs populations en âge de travailler ont connu la

croissance la plus rapide. Parallèlement, la persistance d'une fécondité élevée maintiendra le ratio de dépendance à un niveau élevé et augmentera la difficulté à fournir de bons services de santé et d'éducation à un nombre croissant d'enfants en âge d'aller à l'école. L'élan démographique accélérera également l'urbanisation avec des risques de villes agitées et invivables mais aussi des possibilités pour les agglomérations d'accroître leur productivité et de créer de meilleurs emplois.

Troisièmement, la dépendance de la région envers les ressources augmente, ce qui pose à la fois des défis en matière de durabilité et de gouvernance. Au sens le plus large, tous les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale « exploitent » leurs capitaux non renouvelables, qu'il s'agisse d'hydrocarbures, de minéraux ou de terres. Consommer du capital non renouvelable, plutôt que de le transformer en capital humain ou en capital produit, n'est pas viable. Une croissance basée sur une telle exploitation génère également une vulnérabilité aux chocs des prix des produits de base et génère peu d'emplois. Enfin, les loyers générés par cette exploitation sont largement perçus comme étant partagés de manière inéquitable, ce qui génère des griefs, aggrave fréquemment la corruption et peut réduire la redevabilité des gouvernements.

LE LAC TCHAD A PERDU 90% DE SON EAU DEPUIS LES ANNÉES 1960

Quatrièmement, le changement climatique est déjà en cours et a des conséquences dramatiques pour les populations de la région. La crise climatique en Afrique de l'Ouest et centrale (AFW) est sérieuse. Le lac Tchad, autrefois l'une des plus grandes sources d'eau douce en Afrique et fournissant des moyens de subsistance à environ 30 millions d'individus, a perdu 90% de son eau depuis les années 1960. La hausse des températures, la désertification, la déforestation, l'augmentation des inondations côtières, une plus grande variabilité des précipitations et les phénomènes

météorologiques extrêmes fréquents associés au changement climatique dans la région, ont déjà un impact dévastateur sur les populations et l'économie, et continueront de l'avoir. Le changement climatique conduit à la dégradation des terres, à l'insécurité alimentaire, aux conflits, aux exodes forcés, et à l'accroissement de la pauvreté en AFW.

La suite de ce document retrace les objectifs, les principaux résultats mesurables et le cadre opérationnel de la stratégie de l'AFW. La stratégie s'est voulue intentionnellement plus concise qu'exhaustive, afin de servir son objectif premier, celui de guider les décisions de l'AFW au cours des quatre prochaines années et fournir un cadre précis pour évaluer l'efficacité de son appui.

QUATRE GRANDS OBJECTIFS POUR TRANSFORMER L'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE (AFW)

La réduction durable de la pauvreté et l'accroissement de la prospérité partagée dans les pays de l'AFW dépendent en grande partie de la croissance et de la transformation

économique pour créer de meilleurs emplois pour un plus grand nombre d'individus, y compris les femmes et les jeunes. L'AFW mettra l'accent sur l'atteinte de quatre objectifs de haut

Stratégie de la Banque mondiale pour la Région de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (AFW)

niveau pour réaliser cette transformation :

- Rétablir la confiance entre les citoyens et l'État
- Supprimer les obstacles empêchant les entreprises de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité
- Renforcer le capital humain et responsabiliser les femmes
- Renforcer la résistance aux effets du changement climatique.

Nous ciblerons également *six résultats mesurables* au niveau régional qui contribuent à la réalisation des objectifs et que le soutien de l'AFW peut influencer directement. Les objectifs, les résultats mesurables et les activités connexes sont décrits ci-dessous et résumés dans un tableau à la fin de cette section.

Les pays de l'AFW sont confrontés à de nombreux défis communs, mais ils sont également très hétérogènes, ce qui nécessite également d'établir des objectifs de résultats mesurables au niveau des pays. Au-delà des

résultats à l'échelle de la région, les stratégies nationales définiront des objectifs de résultats mesurables propres à chaque pays qui apportent la contribution la plus importante à la réalisation des objectifs de l'AFW dans chaque contexte de pays. L'inclusion, la prestation des services, l'autonomisation des femmes et des filles, la redevabilité de comptes, l'adaptation aux changements climatiques, la prévention des conflits, l'utilisation transparente des revenus tirés des ressources comptent tous pour l'atteinte des objectifs de l'AFW, cependant que les actions les plus importantes et les résultats mesurables doivent être identifiés au niveau national plutôt qu'au niveau régional. Tous les cadres de partenariat-pays (CPF) et les examens des progrès et des enseignements (PLR) définiront des objectifs mesurables au niveau des pays qui contribuent aux objectifs régionaux de haut niveau. Il sera par exemple important d'empêcher le développement des conflits violents dans les pays du Sahel et d'accroître la transparence sur les revenus tirés des ressources naturelles dans les pays riches en ressources naturelles.



Objectif #1: Rétablir la confiance entre les citoyens et l'État pour créer un nouveau contrat social

Il est nécessaire de rétablir la confiance entre les citoyens et l'État pour définir un nouveau contrat social et atteindre les objectifs de développement des pays. Comme nous l'avons vu plus haut, les citoyens ont perdu confiance dans les États qui ne fournissent pas de services et excluent une grande partie de leur population (les groupes ethniques, les pauvres, les femmes, les jeunes, les non connectés politiquement). Le renforcement de la

prestation inclusive de services est un premier pas vers le rétablissement de la confiance. Les priorités varieront d'un pays à l'autre mais, au niveau le plus fondamental, elles impliqueront d'améliorer la sécurité et la justice pour tous les citoyens. Les programmes de « sécurité » et de « développement » sont étroitement liés, et les progrès exigeront des mesures simultanées sur les deux fronts. Au-delà de la prestation des services, le rétablissement de la confiance des





citoyens exige le renforcement des institutions et de la redevabilité. En particulier, elle exige des gouvernements qu'ils s'assurent que les dépenses publiques et la mobilisation des ressources soient équitables et transparentes. À l'échelle régionale, les gains les plus importants en matière de redevabilité seront réalisés en empêchant le développement de conflits violents et en améliorant la perception et l'utilisation des revenus tirés des ressources naturelles. Ces gains se traduiront par des ressources à investir dans les biens publics et en réduisant le captage de l'État, ce qui est essentiel à la fois pour rétablir la confiance des citoyens et créer des entreprises compétitives et créatrices d'emplois.

L'AFW aidera à rétablir la confiance entre les citoyens et l'État grâce à trois approches globales.

- ***Tout d'abord, elle appuiera la prestation de services efficaces et inclusifs***, y compris par le biais de solutions numériques telles que l'élargissement de l'accès à des pièces d'identité uniques permettant aux citoyens d'accéder aux services. Dans les pays fragiles et en conflit (FCV), cela comprendra le renforcement des fonctions gouvernementales fondamentales telles que la justice et l'État de droit.
- ***Deuxièmement, l'AFW contribuera à renforcer les institutions économiques et sociales.*** Elle appuiera, en particulier, une mobilisation équitable des ressources, la planification et l'exécution des dépenses publiques et des mécanismes de protection sociale. La réduction des impôts régressifs, l'élimination des exonérations pour les personnes bien connectées, et l'utilisation de nouvelles technologies pour augmenter les recettes tirées de l'impôt foncier seront soutenues pour augmenter les recettes, renforcer la transparence fiscale et réduire les inégalités. La publication des contrats de gestion des ressources naturelles, qui est essentielle à la redevabilité dans le secteur extractif, sera encouragée afin que les citoyens puissent comprendre les conditions d'utilisation des dotations nationales. Enfin, de nouveaux outils en matière de passation électronique des marchés, de propriété effective et d'audit du secteur public peuvent

créer les systèmes et les mesures incitatives nécessaires à la surveillance des engagements cruciaux du secteur public. L'AFW contribuera également à réduire la corruption en soutenant les efforts pour améliorer l'interface entre les secteurs public et privé (transparence, réglementation, contestabilité), à réduire la captation de l'État et à lutter contre les transferts illicites.

- ***Enfin, l'AFW appuiera l'engagement des citoyens au niveau du projet et de la collectivité ainsi que les plateformes multipartites pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, y compris les mécanismes de réparation des griefs.*** L'AFW contribuera à renforcer la redevabilité en investissant dans des mécanismes pour les citoyens afin qu'ils s'engagent, expriment leurs points de vue et donnent un retour d'information ; elle contribuera à renforcer la capacité des gouvernements à s'adapter en réponse à l'opinion des citoyens ; et elle contribuera à promouvoir les opportunités numériques afin d'accroître, à la fois, l'engagement des citoyens et la capacité des gouvernements à réagir.

Le succès dans le rétablissement de la confiance entre les citoyens et l'État est essentiel à la réalisation de la paix et de tous les autres objectifs de l'AFW, cependant, il est difficilement mesurable au niveau régional. Il sera particulièrement important pour les CPF de définir des objectifs mesurables propres à chaque pays et liés aux trois approches résumées ci-dessus.

RÉSULTAT MESURABLE: AUGMENTER LA TRANSPARENCE/REDEVABILITÉ D'UNE MAJORITÉ DE PAYS DE L'AFW D'ICI À 2024 (QUESTION 16 DU CPIA) ⁵

La transparence dans les affaires publiques et la responsabilisation des hauts fonctionnaires sont fondamentales pour la confiance des citoyens dans leur gouvernement et la prestation efficace des services publics. Le critère de transparence/ redevabilité /corruption du CPIA (Rapport d'Evaluation des Politiques et Institutions nationales en Afrique) évalue dans quelle mesure les hauts fonctionnaires peuvent être tenus responsables de leur utilisation de fonds, de décisions administratives et de résultats obtenus. Le critère comporte quatre sous-composantes : la redevabilité des hauts fonctionnaires envers des institutions de surveillance efficaces, l'accès de la société civile à des informations opportunes et fiables sur les dépenses et les politiques publiques, la mainmise sur l'État par des intérêts particuliers et l'intégrité dans la gestion des ressources publiques.

Stratégie de la Banque mondiale **pour la Région de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (AFW)**

Les cotes CPIA des pays de l'AFW montrent à la fois l'importance et la difficulté d'améliorer la performance en matière de gouvernance. La note du groupe des pays de l'AFW en matière de gouvernance (3,1 sur une échelle de 1 à 6 en 2019) est la plus basse de toutes les notes pour les différents groupes de pays et, au sein du pôle gouvernance, la note de transparence/redevabilité de comptes/corruption (3,0 en 2019) est la plus basse des sous-groupes. En outre, la note de transparence/redevabilité/corruption est restée plus ou moins la même depuis une dizaine d'années. L'AFW appuiera des actions visant à améliorer les quatre aspects du critère de transparence, de redevabilité et de corruption dans le but d'aider la majorité des pays de l'AFW à améliorer leurs performances sur ce critère d'ici 2024.



Objectif #2: Éliminer les goulots d'étranglement empêchant les entreprises de créer plus d'emplois et de meilleure qualité

Comme nous l'avons vu plus haut, la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité est essentielle à la fois au programme de réduction de la pauvreté et à la convergence avec le reste du monde. Le gros du problème est constitué par le « manque d'emplois » et le « manque d'emplois de qualité » plutôt que par les jeunes inaptes au travail.⁶ Les efforts visant à renforcer les compétences auront peu d'impact si des goulots d'étranglement qui empêcheraient les entreprises de se développer, et de créer plus d'emplois et de meilleure qualité, ne sont pas pris en compte.

La solution à la demande dans le programme pour l'emploi est de promouvoir la croissance et la transformation économique. Stimuler une croissance inclusive de la productivité pour changer la structure des économies de l'AFW sera essentiel pour créer de meilleurs emplois



et donc de la prospérité. La création d'emplois meilleurs nécessite une augmentation des investissements du secteur privé. L'AFW, en collaboration avec l'IFC, aidera à remédier aux goulots d'étranglement macroéconomiques, d'infrastructure et d'environnement des affaires qui empêchent les entreprises de créer plus d'emplois et de meilleure qualité :

- ***Une attention particulière sera accordée à la résolution des problèmes de viabilité de la dette, qui ont été aggravés par la pandémie.*** Les problèmes de dette menacent aujourd'hui la gestion macroéconomique et l'investissement dans les biens publics (infrastructures et services sociaux) nécessaires non seulement pour nourrir et attirer des investissements privés créateurs d'emplois, mais aussi pour atteindre chacun des objectifs de l'AFW.
- ***Le soutien à l'infrastructure mettra l'accent sur le comblement des lacunes d'infrastructure pour les entreprises de toutes tailles afin qu'elles se développent et créent de meilleurs emplois.*** L'accès à l'électricité, à la connectivité numérique et aux transports sera particulièrement important.



- ***Les réformes de réglementation seront axées sur la création de l'environnement concurrentiel nécessaire pour accroître l'investissement privé et la création d'emplois.*** Assurer des règles du jeu équitables pour toutes les entreprises et éviter la captation de l'État par des intérêts particuliers sera l'objectif particulier de telles réformes. Afin de maximiser le financement du développement, l'AFW identifiera conjointement avec l'IFC et la MIGA un domaine au moins pour le financement du secteur privé dans chaque pays ainsi que les mesures correspondantes pour en faire une réalité.

La transformation structurelle requise a des dimensions sectorielles, spatiales et technologiques.⁷

La transformation sectorielle nécessite une réaffectation des ressources vers des activités qui augmentent la valeur ajoutée et la compétitivité. Il est essentiel d'encourager ou d'intégrer les chaînes de valeur régionales et mondiales pour accélérer la transformation économique. En effet, l'accès ou l'accroissement des marchés concurrentiels est essentiel pour mobiliser des investissements privés créateurs d'emplois à forte productivité, y compris dans l'agriculture. L'AFW appuiera les efforts pour promouvoir des marchés intérieurs contestables par le biais de réformes visant à créer des conditions de concurrence équitables pour toutes les entreprises et à réduire le népotisme, ainsi qu'à accéder à des marchés plus importants grâce à la mise en œuvre de l'Accord sur la Zone de libre-échange africaine (ZLECAf).

L'AFW appuiera la transformation spatiale qui accélère la croissance de la productivité grâce à des économies et des liens d'agglomération plus solides. Investir dans la création de marchés dans les villes, de chaînes de valeur rurales-urbaines et dans la connectivité, sera essentiel pour réaliser le potentiel d'une productivité accrue dans l'agriculture, qui est essentielle à la réduction de la pauvreté. La collaboration de l'AFW avec l'IFC et la MIGA aidera à tirer profit des avantages potentiels de l'urbanisation en s'attaquant aux problèmes de congestion, de connectivité et de coûts (élevés) qui affligent les villes aujourd'hui, en les transformant en villes qui fonctionnent, c'est-à-dire qui fournissent des services, créent des emplois, et sont plus vivables.⁸

Compte tenu du niveau actuel d'utilisation de la technologie dans la région, la transformation technologique offre la perspective d'une forte augmentation de la productivité grâce au rattrapage des technologies existantes,⁹ avec des opportunités de progrès accélérés et des solutions nouvelles à des problèmes séculaires. La transformation numérique, en particulier, pourrait accroître l'accès aux marchés, réduire les coûts et développer des compétences pour l'avenir.

L'augmentation galopante de la population en âge de travailler va conduire à un plus grand nombre de travailleurs indépendants, d'emplois au sein d'entreprises familiales, indépendamment des progrès réalisés ailleurs. L'AFW appuiera les efforts visant à accroître la productivité de ces emplois, notamment en tirant parti des technologies numériques et en soutenant les programmes d'inclusion économique dans l'agriculture et le secteur informel.

La pandémie de la COVID-19 a menacé l'avenir de nombreuses entreprises et donc les perspectives de création d'emplois. L'AFW continuera d'aider à protéger les moyens de subsistance - y compris les ménages, les fonctions clés des gouvernements ainsi que l'activité économique essentielle - et à protéger l'avenir par des investissements de soutien de la reprise et de la croissance.¹⁰

RÉSULTAT MESURABLE : ÉTENDRE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ DE 50 % À 64 % D'ICI 2026

L'accès à l'électricité a des répercussions transversales sur la prestation des services publics et les possibilités économiques.¹¹ En plus d'améliorer directement la qualité de vie, l'accès à l'électricité est essentiel à la création et à l'expansion des marchés et à la création d'emplois à productivité accrue. Il augmente la productivité des entreprises, alimente l'irrigation et la réfrigération pour l'agriculture, permet le développement numérique et est particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises (PME), y compris les entreprises à domicile qui permettent aux femmes de combiner les responsabilités domestiques avec le travail indépendant. L'extension de l'accès à l'électricité est également associée à une baisse de la fécondité. Elle contribuerait à améliorer les résultats en matière de capital humain puisque plus des 2/3 des écoles et des centres de santé d'Afrique subsaharienne dépendent d'hôpitaux desservant 350 millions d'individus, ne disposent pas d'électricité fiable.

Stratégie de la Banque mondiale pour la Région de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (AFW)

L'AFW prendra en charge les connexions ainsi que l'infrastructure de production et de transmission nécessaire, permettant les investissements privés lorsque possible. L'initiative Africa Energy Leap représente un engagement global du Groupe de la Banque mondiale pour soutenir à la fois l'accès direct et les conditions d'extension d'accès à l'électricité de 50 % en 2019, à 64 % en 2026.

RÉSULTAT MESURABLE : FAIRE PASSER LA CONNECTIVITÉ À HAUT DÉBIT DE 30 % À 43 % D'ICI 2024

La connectivité à haut débit est essentielle à la transformation économique et à la création de meilleurs emplois pour un plus grand nombre d'individus. Connecter des particuliers, des entreprises et des gouvernements à l'Internet à haut débit permet d'accroître la productivité. Elle offre également de nouvelles solutions aux problèmes séculaires, notamment le faible niveau d'inclusion financière, le manque d'accès à l'information sur les marchés, le faible accès aux services de santé et d'éducation et l'exclusion des femmes. En outre, les solutions numériques en Afrique ont un impact positif sur la création d'emplois par les entreprises car elles créent de bons emplois plutôt que de déplacer la main-d'œuvre. Quant à l'accès à un compte pour les transactions numériques, il représente un pas vers une inclusion financière plus large et une passerelle vers d'autres services financiers. Les technologies numériques peuvent également aider à accélérer l'apprentissage (par exemple, les leçons scénarisées) ainsi qu'à promouvoir le recrutement, le déploiement et la formation des enseignants de façon transparente.

L'AFW soutiendra les investissements dans les infrastructures numériques, les compétences, les plates-formes et les dispositifs réglementaires afin d'augmenter la part de la population ayant accès à la connectivité à haut débit, de 30 % en 2020, à 43 % d'ici à 2024.



Objectif #3: Renforcer le capital humain et autonomiser les femmes

L'AFW cherche à être une région où toutes les filles et les garçons atteignent leur plein potentiel.

Ceci implique d'arriver à l'école bien nourri et prêt à apprendre, d'acquérir un réel apprentissage en classe et d'intégrer le marché de l'emploi en tant qu'adultes sains, qualifiés et productifs. Au-delà de la valeur intrinsèque de la santé et de l'éducation des individus,¹² l'augmentation du capital humain se traduit par une hausse de l'emploi et des revenus pour les populations, des revenus plus élevés pour les pays et une plus grande cohésion au sein des sociétés.

Les interventions visant à renforcer le capital humain, notamment par le biais de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que d'autres interventions multi-sectorielles sont étroitement liées. Les mauvais résultats scolaires sont





l'une des préoccupations régionales les plus pressantes ; plus d'enfants sont scolarisés, mais ils apprennent peu. L'AFW a le plus haut niveau de pauvreté des apprentissages (le pourcentage d'enfants incapables de lire à 10 ans) que n'importe quelle autre région. L'autonomisation des femmes implique également d'investir dans les femmes et les filles. La conception des interventions nécessaires, leur ciblage pour arriver à une plus grande efficacité et la gestion des arbitrages difficiles en cette période de réduction de l'espace budgétaire rend plus important que jamais, d'investir dans une meilleure évaluation du capital humain. L'AFW appuiera les réformes du système, la prestation de services de première ligne, l'innovation technologique et le financement durable afin d'atteindre la vision ci-dessus, en mettant particulièrement l'accent sur les résultats de l'apprentissage et l'autonomisation des femmes.

L'autonomisation des femmes est essentielle pour la création de marchés dynamiques favorisant la transformation ainsi que pour accélérer la transition démographique. L'exclusion de facto des femmes d'une grande partie de l'activité économique signifie que la moitié de la population est effectivement empêchée d'atteindre son potentiel et de contribuer aux objectifs nationaux de développement. L'AFW appuiera les efforts visant à réformer les cadres juridiques et à influencer les normes sociales qui relèguent les femmes à des emplois moins productifs. En outre, l'AFW s'efforcera de protéger les filles et les femmes de la violence, d'accroître la capacité des femmes à constituer et à utiliser leur capital humain, à accéder aux marchés et à contrôler la manière dont leurs revenus sont investis. Investir dans l'éducation des filles, soutenir l'accès des femmes aux ressources et à des emplois plus productifs, ainsi que l'amélioration de leur représentation à tous les niveaux de la société seront impératifs pour accélérer la transition démographique.

L'AFW aidera à mobiliser et à sauvegarder le financement pour protéger, préserver et investir dans le capital humain en réponse à la COVID-19. La pandémie de la COVID-19 a eu un impact particulièrement pernicieux sur le capital humain de la région. En plus des pertes immédiates en vies humaines, elle a induit un recul à l'accès aux services de santé et d'éducation de base qui, s'il n'est pas réglé de manière agressive, pourraient mettre en péril le capital humain pendant des décennies. L'AFW appuiera une réponse multi-sectorielle et plurilatérale pour résoudre

ces problèmes par le financement, la réforme des politiques, l'autonomisation des femmes et l'innovation technologique visant à renforcer la santé et d'autres systèmes conçus pour répondre aux chocs sanitaires graves (préparation aux pandémies), les systèmes de protection sociale qui augmentent la résilience en amortissant les effets des chocs et en fournissant un tremplin aux populations afin qu'elles sortent de la pauvreté (filets de sécurité évolutifs) et des systèmes adaptés aux contraintes dans les pays fragiles et en conflit (FCV).¹³

En plus du financement, l'AFW appuiera les réformes politiques visant à s'attaquer aux obstacles systémiques au développement du capital humain. Ces réformes viseront à remédier aux goulots d'étranglement dans la gouvernance et la prestation des services, à accélérer la transition démographique par des efforts multi-sectoriels visant à autonomiser les femmes et les filles, et à prévenir et inverser les dommages au capital humain dans les milieux touchés par la fragilité et les conflits. L'AFW fera également progresser la recherche et les partenariats afin de renforcer la base de connaissances et la demande en matière de capital humain et de permettre des solutions intersectorielles complètes à grande échelle.

L'AFW appuiera également les efforts visant à remédier aux contraintes liées à l'offre à la création d'emplois. Elle contribuera à renforcer les capacités et à connecter les travailleurs à des emplois productifs, notamment en renforçant leurs capacités à tirer parti des nouvelles possibilités d'accès à l'emploi et en soutenant l'acquisition de compétences pertinentes pour préparer les jeunes, par l'enseignement professionnel, l'enseignement supérieur et la formation continue. Elle contribuera à renforcer les capacités des entrepreneurs et des gestionnaires afin que les entreprises puissent se développer et créer plus d'emplois et de meilleure qualité. Elle favorisera également des voies de liaison entre les établissements d'enseignement et le secteur privé pour s'assurer que les étudiants acquièrent les compétences nécessaires à l'emploi.

Enfin, l'AFW appuiera une protection sociale élargie afin de préserver le capital humain existant et de faciliter la mobilité de la main-d'œuvre, y compris la migration sûre et légale à l'étranger, et la transition des filets de sécurité à un emploi pérenne.

**RÉSULTAT MESURABLE : RÉDUIRE LA PAUVRETÉ DES APPRENTISSAGES (INCAPACITÉ DE LIRE À 10 ANS)
DE 80% À 76 % D'ICI 2024**



L'éducation est fondamentale pour la croissance, la productivité et le développement des pays ; pour les revenus et le bien-être individuel et familial ; pour l'amélioration des résultats en matière de santé (y compris la réduction de la fécondité) ; pour une participation active à la vie civique et politique ; pour la cohésion sociale ; et pour la participation active des individus et des sociétés à l'emploi et à l'économie mondiale. L'alphabétisation et les autres compétences cognitives et comportementales de base sont des conditions préalables à tous les autres résultats d'apprentissage. La pauvreté des apprentissages se fonde sur l'alphabétisation parce qu'elle constitue un indicateur facile à comprendre, une porte d'entrée vers les autres apprentissages et un indicateur de l'apprentissage de base dans les autres matières. En outre, les enfants qui ne lisent pas avant l'âge de 10 ans (ou au plus tard à la fin de l'école primaire) ne maîtrisent généralement pas la lecture plus tard dans leur cursus scolaire.

L'AFW appuiera une approche intégrée et multi-sectorielle visant à réduire la pauvreté de l'apprentissage de 80% en 2019 à 76 % d'ici 2024, soutenue par des actions à la fois dans et au-delà du secteur de l'éducation.¹⁴ La pauvreté des apprentissages fournit un exemple particulièrement dévastateur de l'impact de la pandémie, car les premières estimations suggèrent qu'elle est passée de 80 % en 2019, à 83 % en 2020, augmentant ainsi à la fois le défi et l'importance de la réduire dans les années à venir. Veiller à ce que tous les enfants puissent apprendre nécessite une attention particulière au développement de la petite enfance, à l'amélioration de l'eau et de l'assainissement, aux transports, à l'amélioration de la santé et de la nutrition, aux transferts monétaires pour aider les ménages vulnérables à envoyer leurs enfants à l'école, aux réformes de la fonction publique et au renforcement de la gestion et du financement des services publics. L'évaluation régulière de la pauvreté des apprentissages permettra d'attirer l'attention sur le problème, et est primordiale pour la conception d'interventions efficaces.

**RÉSULTAT MESURABLE : FAIRE PASSER LE TAUX DE SCOLARISATION DES FILLES DANS LE
SECONDAIRE DE 42 % À 47 % D'ICI 2024**

L'autonomisation des femmes et des filles et l'accélération de la transition démographique constituent un investissement à rendement élevé et qui est central pour stimuler la productivité et le développement économique dans la région. En outre, les gains intergénérationnels découlant de l'éducation et du maintien des filles à l'école sont importants. Une fécondité élevée se traduit par une pauvreté plus élevée, des résultats scolaires et sanitaires plus faibles et une baisse de la productivité dans le travail. Le pourcentage de mariages d'enfants et de grossesses précoces est élevé dans toute la région, en particulier dans les zones rurales, et réduit les possibilités des femmes et des filles d'accéder aux opportunités sociales et économiques.

La réduction de la fécondité et l'autonomisation économique des femmes nécessitent une approche à plusieurs volets, en plus de possibilités accrues pour les filles de rester à l'école et d'apprendre. L'AFW appuiera les efforts visant à accroître le taux de scolarisation des filles dans le secondaire, notamment en sécurisant les écoles et en réduisant la violence basée sur le genre, pour passer, de 42 % en 2020 à 47 % d'ici 2024, ainsi qu'à améliorer leurs résultats scolaires.¹⁵ Les transferts d'argent constitueront un outil important pour amener les filles non scolarisées à l'école, ainsi qu'un engagement des communautés et des chefs religieux à changer les normes sociales qui empêchent également les parents d'y envoyer leurs filles.



Objectif #4: Renforcer la résilience climatique

La croissance économique, la prospérité partagée, la paix et la stabilité dans la région se dégraderont de plus en plus si les vulnérabilités au changement climatique ne sont pas prises en compte. L'impact du changement climatique en Afrique de l'Ouest et centrale est déjà visible et s'intensifie. Les effets sont aggravés par le cercle vicieux de la forte croissance démographique, des possibilités économiques limitées et de la dégradation de l'environnement. L'érosion côtière causée par l'élévation du niveau de la mer et la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles, en particulier les sécheresses et les inondations, ont un impact négatif important sur la croissance à moyen terme et sur les conflits à mesure que s'intensifie la concurrence sur les ressources qui s'amenuisent. La réduction des rendements et la dégradation des terres causées par le changement climatique menacent la production alimentaire, réduisent la productivité dans l'agriculture et aggravent les conditions de conflit.



Une résilience accrue aux changements climatiques est la pierre angulaire de l'appui de l'AFW à l'action climatique.¹⁶ Cela implique de renforcer la capacité des pays à (i) absorber les chocs climatiques, tel que le renforcement des infrastructures urbaines pour résister à l'élévation du niveau de la mer, une meilleure gestion de l'eau ou des ressources forestières en fonction de la géographie ; (ii) adapter les systèmes à une vulnérabilité climatique accrue, par exemple, en augmentant l'utilisation de l'irrigation en réponse à une plus grande variabilité des précipitations; et (iii) transformer les systèmes en réponse au changement climatique, en passant par exemple, de la culture à l'élevage en réponse à la réduction des précipitations. Les efforts de l'AFW seront axés sur (a) la sécurité alimentaire en construisant, de bout en bout, des chaînes de valeur agricoles résilientes focalisées sur la productivité et l'efficacité, (b) La stabilité environnementale en ciblant les politiques et les investissements visant à assurer la stabilité des écosystèmes et les résultats en matière de sécurité de l'eau, (c) l'énergie propre en mettant l'accent sur l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables, durables et modernes, (d) des villes vertes résilientes en permettant la transition et la transformation urbaines vers une croissance et une technologie vertes résilientes à faible intensité de carbone, et (e) en atténuant les chocs climatiques en renforçant la résilience socio-économique des plus pauvres. Le programme de croissance verte sera poursuivi pour aborder la résilience de manière à contribuer directement au programme d'emploi et à la réduction de la pauvreté.

Stratégie de la Banque mondiale
pour la Région de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (AFW)

**RÉSULTAT MESURABLE : AUGMENTER LES AVANTAGES PARTAGÉS DU FINANCEMENT
POUR LE CLIMAT DE L'AFW À UNE MOYENNE DE 35 % SUR LES EXERCICES 21-25**

L'AFW aidera les pays à renforcer leur capacité d'absorption, d'adaptation et de transformation des systèmes en réponse aux vulnérabilités au changement climatique. La résilience climatique ne peut pas être mesurée par un seul indicateur, car il existe de nombreux moyens d'améliorer à la fois l'adaptation et la résilience et leur pertinence dépend de la nature géographique des vulnérabilités.¹⁷ L'AFW accordera donc une importance particulière à la définition d'indicateurs mesurables des résultats de la résilience climatique au niveau des pays dans les CPF. Au niveau régional, l'AFW augmentera à une moyenne de 35 % les co-bénéfices climatiques de son financement sur les exercices 21-25.



Résumé des objectifs, des activités et des objectifs de résultats

OBJECTIFS	ACTIVITÉS CONNEXES	CIBLES DE RÉSULTATS RÉGIONALES SÉLECTIONNÉES	OBJECTIFS PAR PAYS
1. RÉTABLIR LA CONFIANCE ENTRE LES CITOYENS ET L'ÉTAT	<ul style="list-style-type: none"> renforcer les capacités et la redevabilité des institutions économiques et sociales ; soutenir une prestation de services efficace, équitable et inclusive ; promouvoir la confiance par l'information, l'engagement et la transparence des citoyens 	1. Accroître le taux de transparence/ redevabilité/ corruption d'une majorité de pays de l'AFW d'ici 2024, telle que mesuré par la question 16 du CPIA.	A déterminer par les équipes pays pendant le processus CPF
2. CRÉER D'AVANTAGE ET DE MEILLEURS EMPLOIS	<ul style="list-style-type: none"> éliminer les obstacles liés aux infrastructures, macro-économiques, et liés à l'environnement des affaires qui empêchent les entreprises de créer des emplois. Mettre l'accent sur les chaînes de valeur numériques, régionales/mondiales (y compris l'agriculture) ainsi que les liens urbains-ruraux (y compris le transport) 	2. Faire passer l'accès à l'électricité de 50 % à 64 % d'ici 2026 3. Faire passer la connectivité à haut débit de 30 % à 43 % d'ici 2024	A déterminer par les équipes pays pendant le processus CPF
3. RENFORCER LE CAPITAL HUMAIN ET AUTONOMISER LES FEMMES	<ul style="list-style-type: none"> bâtir des systèmes de santé solides et prêts pour une pandémie ; Soutenir des avancées rapides dans l'éducation et le développement des compétences ; Étendre et promouvoir l'équité dans les systèmes de protection sociale ; Accélérer la transition démographique par des investissements dans l'éducation des filles et l'autonomisation des femmes 	4. Réduire de 80% à 76 % la pauvreté des apprentissages (incapacité à lire à 10 ans) d'ici 2024 5. Faire passer le taux de scolarisation des filles dans le secondaire de 42 % à 47% d'ici 2024	A déterminer par les équipes pays pendant le processus CPF
4. RENFORCER LA RÉSILIENCE AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	<ul style="list-style-type: none"> promouvoir une transition énergétique propre ; améliorer la gestion des ressources en eau ; réduire la dégradation des terres ; Promouvoir une croissance verte, équilibrer l'atténuation et l'adaptation 	6. Augmenter à une moyenne de 35 % les co-bénéfices climatiques du financement de l'AFW sur les exercices 21-25	A déterminer par les équipes pays pendant le processus CPF



COMMENT ATTEINDRE CES OBJECTIFS

La réponse de l'AFW à la manière dont elle va rendre opérationnelle sa stratégie est simple et explicite : « tout ce qu'il faut ». Ce qu'elle fera, décrit ci-dessus, va se développer sans aucun doute avec l'expérience, les nouveaux défis et les nouvelles connaissances. La manière de le faire sera la partie la plus importante, caractérisée par un accent précis sur les objectifs et une approche constante basée sur le « tout ce qu'il faut » pour obtenir des résultats.

AFW utilisera la redevabilité et la sincérité dans sa façon de travailler pour montrer qu'elle exige d'elle-même les mêmes pratiques qu'elle attend de ses clients. En particulier, l'AFW accroîtra la transparence par rapport aux problèmes et à la performance des pays, en reconnaissant que les problèmes ne disparaissent pas, mais qu'ils doivent faire exposés et réglés. Elle cherchera à entretenir une discussion respectueuse mais franche sur les problèmes, y compris les problèmes de gouvernance, afin d'accroître sa crédibilité auprès des gouvernements et des citoyens. Cet effort débutera par un examen et une restructuration du portefeuille non déboursé, en reconnaissant qu'il s'agit de l'instrument

le plus puissant pour obtenir des résultats rapides en vue d'atteindre ses objectifs. Elle mettra résolument un terme aux opérations aux résultats insuffisants et réaffectera les ressources pour l'atteinte des six objectifs mesurables de résultats régionaux.¹⁸

Admettant que le changement durable exige la préparation des clients, l'AFW fera preuve d'opportunisme dans la recherche de résultats, en s'impliquant à grande échelle là où les clients sont prêts pour le changement, en tirant profit des clients ayant une expérience de mise en œuvre pour l'échange avec les pairs, et en cherchant à créer des opportunités grâce au plaidoyer et leurs investissements à long terme là où la soif de changement est plus faible. Elle mettra l'accent sur de nombreux engagements et de véritables solutions multisectorielles (et non sur des projets « sapins de Noël ») pour relever les principaux défis.

La mise en œuvre réussie de la stratégie exige la combinaison de services de conseils et d'analyses (ASA), le dialogue politique, le financement et les activités de coordination comme un ensemble de mesures du GBM pour

Stratégie de la Banque mondiale pour la Région de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (AFW)

relever des défis ou des problèmes spécifiques. L'AFW proposera des solutions aux problèmes, des équipes ayant des expériences de travail dans différentes unités, et non des projets ou des études individuels.

L'AFW renforcera son ASA en reconnaissant que « les instruments de la Banque sans prêts sont plus efficaces que ses instruments de prêt pour influencer les priorités politiques des pays clients ».¹⁹ Afin d'en assurer l'efficacité, l'AFW agencera l'ASA en programmes afin d'assurer un engagement itératif et soutenu et afin d'éviter la prolifération d'ASA fragmentés et axés sur l'offre. L'AFW mettra davantage l'accent sur la qualité et l'impact de l'ASA, y compris par le biais d'une documentation systématique de l'impact.

L'AFW indexera le choix de l'instrument de financement au contexte national et aux résultats recherchés. Lorsque les perspectives de réforme le permettront, elle augmentera l'utilisation du financement des politiques de développement (DPF) pour soutenir l'amélioration de l'environnement des affaires, la qualité des dépenses publiques, la prestation inclusive des services et, en collaboration avec l'IFC et la MIGA, maximisera le financement

du développement en créant les conditions d'un investissement privé accru. L'AFW augmentera l'utilisation du financement des programmes pour des résultats (PforR) comme instrument privilégié pour mettre l'accent sur les résultats, en particulier en ce qui concerne la prestation des services afin de surmonter les difficultés de mise en œuvre. Elle traitera également les pratiques internes qui ont découragé l'utilisation des PforRs. Le financement de projets d'investissement (IPF) demeurera l'instrument de choix pour les opérations traditionnelles basées sur les contributions des projets de financement. Les priorités consisteront à investir dans les biens publics des zones rurales où vivent la grande majorité des pauvres (82 %), à développer des chaînes de valeur pour interconnecter les marchés ruraux et urbains, et à augmenter les investissements pour encourager les villes qui fonctionnent. Enfin, l'AFW développera des projets d'investissement qui pourront survivre à la faiblesse des environnements politiques et accroîtront la productivité lorsque les perspectives s'amélioreront, afin d'utiliser efficacement les ressources de l'IDA dans les pays dont les gouvernements sont faibles et/ou ont peu soif de réforme.

Compte tenu de l'importance de l'intégration régionale à la fois pour élargir les marchés et résoudre des problèmes communs, allant du faible accès à l'électricité aux retombées sécuritaires, l'AFW renforcera son engagement auprès des communautés économiques régionales. Conformément à l'accent mis sur les résultats, son engagement auprès des communautés se concentrera sur des solutions concrètes aux problèmes identifiés.

A travers des activités d'analyse et de financement, l'AFW s'associera à d'autres institutions afin de maximiser l'impact conjoint, de s'assurer que les connaissances et l'expérience sont partagées, de coordonner le financement et d'éviter les doublons. Le renforcement des partenariats sera particulièrement important dans les pays

du Sahel et ceux touchés par les conflits et la violence (FCV) où une intégration accrue des activités de sécurité et de développement sera nécessaire pour obtenir des résultats.

Enfin, l'AFW prendra également le risque d'expérimenter des idées audacieuses et innovantes. Elle mettra l'accent sur l'apprentissage et l'innovation pour aider les pays à accélérer le changement et, dans la mesure du possible, à accélérer les progrès vers de nouvelles solutions à des problèmes séculaires. Certaines tentatives d'accélération échoueront, mais un seul succès compensera de nombreux échecs. L'AFW insistera sur le fait de tirer des enseignements des échecs. Elle affectera plus de ressources à l'évaluation des résultats afin de déceler ce qui fonctionne et de concevoir de nouvelles opérations en conséquence.

CONCLUSION

Les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale sont riches en ressources, mais ils n'ont pas réussi à les capitaliser afin de faire converger le bien-être de leur peuple avec celui des populations d'autres régions. L'AFW cherche à aider les populations de la région à réaliser leurs aspirations et à aider le Groupe de la Banque mondiale à atteindre ses deux objectifs mondiaux en appuyant la transformation économique afin de créer de meilleurs emplois pour un plus grand nombre d'individus. Elle le fera en mettant l'accent sur quatre objectifs de haut niveau : (1) rétablir la confiance entre les citoyens et l'Etat pour créer un nouveau contrat social, (2) supprimer les goulots d'étranglement qui empêchent les entreprises de créer plus d'emplois et de meilleure

Stratégie de la Banque mondiale pour la Région de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (AFW)



qualité, (3) renforcer le capital humain et autonomiser les femmes, et (4) renforcer la résilience climatique. La stratégie énoncée dans ce document définit les objectifs mesurables des résultats régionaux de l'AFW qui contribuent à la réalisation de ces objectifs de haut niveau et précise comment l'AFW va opérationnaliser sa stratégie.

La stratégie se veut simple et claire afin de guider véritablement les décisions de gestion au cours des quatre prochaines années, et ce, malgré les défis complexes auxquels sont confrontés les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. Deux caractéristiques la distinguent des approches précédentes et seront la clé de son succès :

- ***Premièrement, la stratégie met l'accent sur des résultats mesurables***, au niveau régional et national, qui contribuent aux objectifs de haut niveau et par lesquels l'AFW mesurera son succès ou son échec. La stratégie définit un petit nombre d'objectifs de résultats régionaux et, après avoir fixé les objectifs régionaux généraux, engage tous les futurs documents de stratégie du pays à définir des objectifs de résultats mesurables propres à chaque pays qui contribue à ces objectifs. L'orientation régionale qui en résultera et la différenciation accrue des stratégies nationales contribueront à une véritable sélectivité, à une redevabilité sans équivoque et à des résultats améliorés.
- ***Deuxièmement, reconnaissant que les interventions spécifiques progresseront avec l'expérience, de nouveaux défis et de nouvelles connaissances, la stratégie souligne que la manière dont elle sera mise en œuvre sera primordiale***. La mise en œuvre sera caractérisée par un engagement des clients basé sur la sincérité, et en tirant des enseignements de l'échec avec humilité ; un accent précis sur l'atteinte des objectifs de l'AFW ; et une approche constante basée sur le « tout ce qu'il faut » pour y parvenir.

NOTES

- ¹ **Indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale (2020)**. Les deux objectifs convergent en AFW puisque les pauvres représentent environ 40% de la population.
- ² **Banque mondiale (2020)**, « Région Afrique : un cadre de réponse opérationnelle à la pandémie de la COVID-19 et à la crise mondiale »
- ³ **Bureau de l'économiste en chef de la région Afrique (juillet 2020)**, La Grande Divergence : Soixante ans de développement économique en Afrique de l'Ouest et du Centre.
- ⁴ **Banque mondiale (2020)**, Stimuler la productivité en Afrique subsaharienne.
- ⁵ **Évaluation des politiques et des institutions des pays (question 16)** ; « Banque mondiale (2020) CPIA Afrique : Évaluer les politiques et les institutions d'Afrique
- ⁶ **Fox et al. (2020)**, « La crise de l'emploi des jeunes » en Afrique est en fait une « crise de pénurie d'emploi », Brookings
- ⁷ **Banque mondiale (2020)**, Stimuler la productivité en Afrique subsaharienne ; Banque mondiale (2020), Industrialisation pour l'emploi en Afrique subsaharienne.
- ⁸ **Banque mondiale (2017)**, Villes d'Afrique : Ouvrir les portes au monde, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25896> licence : CC BY 3.0 IGO.
- ⁹ **Banque mondiale (2020)**, Progrès accélérés : La clé du développement de l'Afrique, Des contraintes aux possibilités d'investissement
- ¹⁰ **Banque mondiale (2020)**, Région Afrique : Un cadre de réponse opérationnelle à la pandémie de la COVID-19 et à la crise mondiale”
- ¹¹ **Banque mondiale (2020)**, « L'avancée de l'accès à l'énergie en Afrique »

¹² **Banque mondiale (2020)**, Plan Afrique du capital humain : changer la donne pour investir dans les populations africaines

¹³ **Banque mondiale (2020)**, « Protéger et préserver le capital humain de l'Afrique face à la COVID-19 ».

¹⁴ **La base de référence et la cible de la pauvreté des apprentissages de l'AFW** ont été calculées à l'aide des résultats pays du PASEC 2019 pondérés à la population. Le taux de réduction de la pauvreté des apprentissages est calculé sur la base de 70 pour cent des progrès des pays ayant des données. Les chiffres de la pauvreté des apprentissages seront révisés en septembre 2021 sur la base des nouvelles évaluations d'apprentissage.

¹⁵ **La base de référence de l'inscription des filles au secondaire** et la cible ont été calculées à l'aide des Indicateurs mondiaux de développement, dont la source est l'Institut de statistique de l'UNESCO. Le taux brut d'inscription pour l'année 2021 devrait atteindre 41,4%, ce qui implique une réduction à partir de 2020 du fait de la Covid-19. Les projections pour 2021-2024 sont calculées sur la base de la moyenne pondérée en fonction de la population pour les pays ayant une croissance positive entre 2015 et 2019.

¹⁶ **Banque mondiale (2020)**. Nouveau Plan d'Action pour le Climat en Afrique : Accélérer l'Action climatique axée sur le développement. Banque mondiale, Washington, DC. © Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34098> licence : CC BY 3.0 IGO

¹⁷ **Banque mondiale (2020)**, Note d'orientation sur les indicateurs climatiques : « L'adaptation et le renforcement de la résilience ne peuvent pas être mesurés par un seul indicateur universel, voire un ensemble d'indicateurs uniformes, car il existe une myriade de moyens possibles pour améliorer l'adaptation au changement climatique/renforcer la résilience... Les indicateurs d'adaptation et de résilience climatiques doivent être enracinés dans la connaissance des impacts climatiques identifiés pour le pays en question et dans la connaissance contextuelle des vulnérabilités climatiques, qui dépendent de facteurs tels que l'emplacement, les bénéficiaires et le secteur. »

¹⁸ **Les décaissements ne sont pas des résultats mais un faible taux de décaissement** est un indicateur précoce des problèmes de conception ou de mise en œuvre. Le taux de décaissement de 15 % de l'AFW pour l'année fiscale 2020 dénote un problème.

¹⁹ **Banque mondiale (2020)**, Comment la Banque mondiale influence-t-elle les priorités de la politique de développement des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire tranche inférieure ? Document de travail sur la recherche sur les politiques 9225.

Les progrès de la réduction de la pauvreté dans les pays d'Afrique occidentale et centrale sont menacés par la pandémie de COVID-19.

LA RÉGION FAIT FACE À 4 DÉFIS PRINCIPAUX



DÉFIANCE À L'ÉGARD DES GOUVERNEMENTS ET FRAGILITÉ GÉNÉRALISÉE

PLUS DE **70%** DES POPULATIONS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE VIVENT DANS DES PAYS **FRAGILES** ET **AFFECTÉS PAR LES CONFLITS**



CROISSANCE RAPIDE DE LA POPULATION

AU COURS DES **30 ANS A VENIR**, LA POPULATION AFRICAINE EN AGE DE TRAVAILLER AUGMENTERA DE **800 MILLIONS**



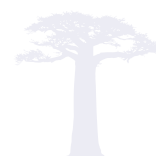
DÉPENDANCE AUX RESSOURCES

LES PAYS « EXPLOITENT » LEUR **CAPITAL NON-RENOUVELABLE**



VULNÉRABILITÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

LES TEMPÉRATURES AU SAHEL **AUGMENTENT 1.5 FOIS PLUS RAPIDEMENT** QUE LA MOYENNE MONDIALE



4 GRANDS OBJECTIFS POUR TRANSFORMER L'ÉCONOMIE ET LA CROISSANCE INCLUSIVE



UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

AMÉLIORER LA **PRESTATION DE SERVICES**

REFORCER LES **INSTITUTIONS** ET CAPACITÉS DU **GOVERNEMENT**

PROMOUVOIR LES **OPPORTUNITÉS NUMÉRIQUES**, SOUTENIR L'ENGAGEMENT DES CITOYENS



PLUS D'EMPLOIS ET DE MEILLEURE QUALITÉ

ADRESSER LA VULNÉRABILITÉ **MACROÉCONOMIQUE** ET LA SOUTENABILITÉ DE LA **DETTE**

SOUTENIR LES **INFRASTRUCTURES** ESSENTIELLES

PROMOUVOIR LA CRÉATION **D'EMPLOIS** ET L'INVESTISSEMENT DANS LE **SECTEUR PRIVÉ**



UN CAPITAL HUMAIN RENFORCÉ

PRIORISER LES INVESTISSEMENTS DANS LA **SANTÉ** ET **L'ÉDUCATION**

AUTONOMISER LES **FEMMES**

ÉLARGIR LA **PROTECTION SOCIALE**

CONNECTER LES TRAVAILLEURS AUX **EMPLOIS**



PLUS DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE

CONSTRUIRE DES CHAÎNES DE VALEURS **AGRICOLES**

SOUTENIR LA SECURITE **ALIMENTAIRE** ET **HYDRIQUE**

DÉVELOPPER LES **ÉNERGIES VERTES**

PROMOUVOIR LES **VILLES VERTES**

ATTÉNUER LES CHOCES **CLIMATIQUES**

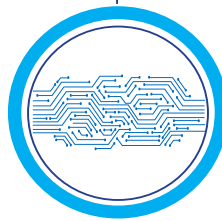


6 RÉSULTATS QUANTIFIABLES POUR RESTER DANS LA COURSE



AUGMENTER
L'ACCÈS À
L'ÉLECTRICITÉ
DE **50%**
À **64%**
D'ICI **2026**

AUJOURD'HUI, PLUS DES
2/3 DES **ÉCOLES** ET
DES **CENTRES DE**
SANTÉ N'ONT PAS UNE
ÉLECTRICITÉ FIABLE



AUGMENTER LA
CONNECTIVITÉ
HAUT DÉBIT
DE **30%**
À **43%**
D'ICI **2024**

AUJOURD'HUI,
SEULEMENT **26%**
DE LA POPULATION
EN AFRIQUE À UN
ACCÈS INTERNET



RÉDUIRE LA
PAUVRETÉ DES
APPRENTISSAGES
DE **80%**
À **76%**
D'ICI **2024**

AUJOURD'HUI, **86%**
DES **ENFANTS** EN
FIN DE **PRIMAIRE**
NE LISENT PAS
COURAMMENT



AUGMENTER LES INSCRIPTIONS DES **FILLES DANS LE SECONDAIRE** DE **42% À 47%** D'ICI **2024**

AUJOURD'HUI, SEULEMENT **2 FILLES SUR 5** SONT INSCRITES DANS LE **SECONDAIRE**

AUGMENTER LES **CO-BÉNÉFICES CLIMATIQUES** DANS LE FINANCEMENT DE L'AFW À UNE MOYENNE DE **35%** SUR LES EXERCICES **21-25**

EN L'ABSENCE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE, **43M** DE PERSONNES DE PLUS EN AFRIQUE POURRAIENT BASCULER DANS LA PAUVRETÉ D'ICI **2030**

AUGMENTER LA **TRANSPARENCE** ET LA **REDEVABILITÉ** DANS LES AFFAIRES PUBLIQUES

LE SCORE DES PAYS EN MATIÈRE DE **TRANSPARENCE** ET DE **REDEVABILITÉ** SONT PARMI LES PLUS BAS DU **CPIA 2020**

Vice-presidence Afrique de l'Ouest et Centrale (AFW)
La Banque mondiale

